



# CORAF Action

N° 31

LETTRE D'INFORMATION POUR LA RECHERCHE ET LE DÉVELOPPEMENT AGRICOLES EN AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE



## CORAF/WECARD En plein renouveau institutionnel et stratégique

**S**OUVENEZ-VOUS, C'ÉTAIT IL Y A UN an, presque jour pour jour, les directeurs des instituts nationaux et les acteurs agricoles de la société civile représentant les Systèmes nationaux de recherche agricole membres du Conseil Ouest et Centre africain pour la recherche et le développement agricoles se réunissaient en Assemblée générale, la quatrième du genre, à Bamako. La cinquième vient de se tenir à Brazzaville, du 13 au 16 mars 2004, au siège du bureau régional de l'Organisation mondiale de la santé, sous la présidence de M. Isidore Mvouba, ministre d'Etat chargé de la Coordination de l'action gouvernementale ministre des transports et des Privatisations, en présence de M. Henri Ossébi, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, de M. Pierre Ernest Abandzounou, secrétaire d'Etat à la recherche scientifique et technique de M. Itoua Ngaporo, délégué à la recherche scientifique et technique,

de M. Papa Abdoulaye Seck, président du Forum pour la recherche agricole en Afrique, de M. Sié Koffi, président de l'Organisation sous-régionale, et d'un parterre d'invités partenaires au développement. Après s'être acquitté du devoir de remercier les délégués pour avoir entériné l'année dernière sa nomination au poste de secrétaire exécutif du CORAF/WECARD et avoir affirmé faire de son mieux pour mériter cette confiance, M. Paco Sérémé s'acquitte de la présentation du rapport annuel de gestion 2003 qui rappelle la décisions de la dernière Assemblée générale, informe sur leur état de mise en œuvre, fait le point des activités telles les réunions des instances, la coordination sous-régionale, l'animation scientifique, l'information et la communication et le partenariat pour la période allant de mars 2003 à avril 2004, ainsi que le bilan financier, en conclu par des

Suite à la page 4

## L'équipe actuelle gagne la confiance des partenaires

**A** LA CINQUIÈME ASSEMBLÉE GÉNÉRALE du Conseil Ouest et Centre africain pour la recherche et le développement agricoles, tenue à Brazzaville, du 13 au 16 avril 2004, la joie pouvait se lire sur les visages quand les partenaires financiers, réunis en marge, ont vivement exprimé leur confiance en l'actuelle équipe du Secrétariat exécutif. Ceci après avoir bien apprécié les dispositions de renforcement du personnel prises par l'Organisation sous-régionale, la bonne organisation de ces assises en dépit des difficultés financières, la précision de l'ordre du jour, la pertinence du plan triennal (2004-2006) et *last but not least* la haute facture des débats.

Mais, connus pour leur liberté de pensée et d'action, ils attendent les autorités de l'organisation sous-régionale sur le terrain de l'action, en demandant des réponses stratégiques aux recommandations de l'audit de

Suite à la page 5

## La recherche n'a rien à cacher

**Q**UI N'EST PAS SÉDUIT PAR CE moment de transparence et de visibilité, donné à ses recherches sur le cacao, de l'Institut de recherche agricole pour le développement du Cameroun ? C'était l'année dernière lors d'une exposition, trois mois durant, dans le centre de documentation pour le développement rural du Service d'appui aux initiatives locales de développement (SAILD).

Le grand public, les producteurs, en l'occurrence, ont particulièrement apprécié les différents sous-produits mis au point par l'Institut, ont fait plus ample connaissance avec les principaux insectes du cacaoyer miride ou capsid, punaise verte des cabosses, psylle, foreur de branches, et les insecticides utilisés contre eux.

Tout ce travail a pour toile de fond la place vitale qu'occupe la cacao-culture qui fait du pays le cinquième producteur mondial, avec en moyenne cent vingt mille tonnes de cacao exportées par an. Le football fait-il mieux ? Le cacaoyer, cultivé dans la province du Sud-Ouest, donne des fèves et des sous-produits peu connus beurre de cacao à partir des fèves, gelée à partir du jus de mucilage (substance végétale servant d'adjuvant ou de laxatif), savon à partir des cendres de coques de cabosses, engrais organique (compost) et potassique (cendre) à partir des coques de cabosses.

Contact : Fallo Justin  
IRAD, BP 2067, Yaoundé, Cameroun  
Tél. : (237) 223 31 05  
Fax : (237) 223 35 38  
E-mail : iradpnva@iccnnet.com

## Poisson : un nouveau projet pour toute la chaîne alimentaire



Un fumoir industriel pour animaux.

**E**ST-IL VRAIMENT POSSIBLE DE LIMITER les pertes post-captures de poissons et de rendre disponibles les sous-produits de qualité ? Par quel moyen la recherche agroalimentaire peut-elle y contribuer ? La réponse est sans embages pour l'Institut de technologie alimentaire du Sénégal : un nouveau projet de recherche sur la valorisation des poissons et des autres produits halieutiques, tant sont nombreux les problèmes de fumage, de séchage, de transformation, de diversification, de valorisation, de renforcement des

capacités professionnelles des techniciens du secteur. Qu'à cela ne tienne. Les chercheurs et techniciens de ce nouveau Projet sont, mordicus, résolus à travailler pour l'amélioration des techniques de transformation, pour la conception de nouveaux matériaux d'emballage, pour les études de projets et de faisabilité, pour la formation et pour la valorisation. C'est ainsi qu'il est prévu la fabrication d'un fumoir amélioré. Pour cela, les spécialistes tiennent vraiment à améliorer le fumoir actuel dont le rendement sera accru et la consommation de bois diminuée. De nouveaux produits charcuteries de poissons seront développés. L'actuel séchoir solaire à ventilation forcée verra son rendement augmenté et ses

claires améliorées. Des matériaux d'emballages conformes aux exigences de qualité hygiénique, nutritionnelle et commerciale seront développés. Une unité de fabrication de produits de la pêche sera montée. Les résidus de filetage ou de décorticage des poissons, des crustacées, des captures accessoires et des espèces à faible valeur marchande seront exploités. Enfin, les techniciens du secteur se verront formés pour le renforcement de leurs capacités.

Contact : Boubacar Diakité  
ITA, BP 2765, Dakar, Sénégal  
Tél. : (221) 859 07 07  
Fax : (221) 832 82 95  
E-mail : ita@sentoo.sn  
Internet : www.ita.sn

## Le riz et ses secrets

**L**ES SÉNÉGALAIS CONSOMMENT SIX cent à six cent cinquante mille tonnes de riz par an. On le savait. Ce que beaucoup ne savaient pas, par contre, c'est qu'ils n'en produisent que cent cinquante mille tonnes, soit vingt-cinq pour cent seulement de la consommation de céréales, dont soixante-cinq pour cent proviennent de la vallée du fleuve Sénégal. Mais, le paradoxe ne s'arrête pas là. Dans cette même vallée, les rendements moyens sont de quatre à cinq tonnes de riz à l'hectare, alors qu'ils peuvent atteindre huit à dix tonnes de riz à l'hectare, vu la disponibilité des terres aménagées et l'abondance de l'eau en toute saison. Barrage de Diama oblige, n'est-ce pas ? Et on n'est pas au bout de nos peines, puisqu'il existe un fait aggravant : le riz importé, à lui seul, caporalise trente-quatre pour cent de la consommation de céréales, soit deux cent quatre mille tonnes, soit respectivement dix pour cent et quatre-vingt dix mille tonnes de plus que le riz local. C'est plus ni moins que de la tyrannie du riz importé face à laquelle même ses plus sérieux concurrents—le mil et le sorgho—ont fini par tourner casaque. Il y a belle lurette. Et c'est pour contribuer à y

mettre un terme que le nouveau Projet sur l'amélioration de la qualité et sur la valorisation du riz produit dans la vallée du fleuve Sénégal est lancé en 2003. En sont les maîtres d'œuvre l'Institut de technologie alimentaire, l'Institut sénégalais de recherches agricoles, la Société d'aménagement et d'exploitation des terres du delta du fleuve Sénégal et des vallées du fleuve et de la Falémé (SAED), l'Association pour le développement de la riziculture en Afrique de l'Ouest (ADRAO) et le Comité interprofessionnel du riz (CIRIZ). Mais, pourquoi se préoccuper uniquement de la consommation du riz et non de la production ? La réponse est dans la sous-exploitation des surfaces aménagées, la nocivité de la libération de la filière, la faiblesse de l'adoption des itinéraires techniques proposés par la recherche agricole due, d'ailleurs, à la faible technicité des producteurs, à la vétusté de leur matériel agricole et de transformation, à leur manque d'information, à l'absence de professionnalisme et d'assiduité dans le travail, à l'inadéquation des paquets technologiques avec leurs conditions socioéconomiques, au manque de crédits d'investissement, aux coûts élevés des facteurs de production, aux difficultés de commercialisation, à l'association de plusieurs activités de sécurisation des revenus, etc.

### Les marges bénéficiaires des différents acteurs de la filière

Cela suffit à ce que, durant trois ans (2003-2006), ce Projet s'évertue à déterminer les critères de qualité et les modes de préparation du riz dans les zones de production et les centres urbains, à identifier les caractères physico-chimiques, technologiques et organoleptiques des variétés diffusées ou en cours de diffusion (présentation de chaque variété), à améliorer les itinéraires techniques afin d'obtenir un riz de qualité. Ce projet ne compte pas s'en arrêter là, puisqu'il propose également d'améliorer les techniques post-récoltes et de transformation, d'élargir la gamme des produits à base de riz, de proposer des modes de préparation culinaires adaptés au riz local, d'analyser les marges bénéficiaires des différents acteurs de la filière,

d'étudier la relation qualité-prix et, enfin, de restituer et de diffuser les résultats obtenus.

Ces activités ainsi que les résultats attendus visent les producteurs, les transformateurs, les utilisateurs, les consommateurs, les membres des Systèmes nationaux de recherche agricole, les pouvoirs publics et les institutions partenaires.

Ce Projet bénéficie de l'appui du

Fonds national de recherches agricoles et agroalimentaires (FNRAA).

Contact : Rokhaya Diagne Gning  
ITA, BP 2765, Dakar, Sénégal  
Tél. : (221) 859.07.07  
Fax : (221) 832 82 95  
E-mail : itasentoo.sn  
Internet : www.ita.sn

## Le sauve-qui-peut devant la grippe du poulet

**Q**UE DIEU PRÉSERVE NOS VOLAILLES de la « grippe du poulet ». Amen. Il y a de quoi. Car après le carnage du Syndrome respiratoire aigu, c'est au tour de la peste aviaire ou grippe du poulet de semer la panique dans les rangs des poulets comme des hommes en Asie, en Amérique du Nord, en Hollande, en Belgique. Il y a péril en la demeure, pas une seule espèce d'oiseau sauvage ou domestique n'est épargnée, l'infection peut être très contagieuse surtout chez les poulets, les dindes, et même le porc... Mais qu'en est-il de l'homme aussi ? Le décès du vétérinaire néerlandais, survenu en 2003, montre que la haute pathogénéité de la souche de la maladie est fatale. Exceptionnellement ou pas.

La peste aviaire est due à un virus de plusieurs types, dont l'influenzavirus A. Ce dernier est constitué des sous-groupes dont influenza A/H5N1 et influenza A/H7N7. Le premier a sévi à Hong Kong en 1997 et en 2003 et au Vietnam en 2004 ; le second a fait de même aux Pays-Bas en 2004. S'attaquent-ils à l'homme ? oui ou non ? Ce qu'on peut dire pour le moment c'est ceci : tout indique que la transmission de la maladie qu'ils provoquent se fait uniquement par les contacts assidus et intensifs avec les sécrétions respiratoires et les déjections d'animaux infectés. La crainte à nourrir pour l'homme c'est le contact entre les virus des deux maladies au sein d'une seule et même personne qui pourrait donner naissance à un autre susceptible d'adaptation à l'homme, donc transmissible à un

autre et à un autre, ainsi de suite, jusqu'au stade épidémique. Bien entendu, il ne peut pas exister, d'ores et déjà, de vaccin. Le seul moyen de lutte se résume à la prévention, c'est-à-dire le diagnostic, l'éducation des populations pour le respect des règles d'hygiène recommandées par l'Organisation mondiale de la santé, la mise en quarantaine ou l'abattage des volailles atteintes, la surveillance des frontières.

En tout cas, on peut compter sur un pays comme le Sénégal, où le service de pathologie aviaire du laboratoire national de l'élevage et de recherches vétérinaires de l'Institut sénégalais de recherches agricoles dispose du personnel, du savoir-faire et des équipements nécessaires pour faire face à ce type de menace.

Contact : Amadou Diaité  
ISRA, BP 2057, Dakar, Sénégal  
Tél. : (221) 832 36 78  
Fax : (221) 832 36 79  
E-mail : amadoudiatite@hotmail.com

Contact : Eric Cardinale  
ISRA-CIRAD, BP 2057, Dakar, Sénégal  
Tél. : (221) 832 36 58  
Fax : (221) 821 18 79  
E-mail : eric.cardinal@cirad.fr

## VIE DU CORAF/WECARD

Suite de la première page



Chaude poignée de mains entre M. Sié Koffi (à votre droite), président du CORAF/WECARD, et M. Henri Ossébi, ministre congolais de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, sous le témoignage révélateur de cette banderole de circonstance.

perspectives. A sa suite, M. Dady Demby, gestionnaire de l'information et de la communication, est intervenu sur le programme d'activités 2004 issu du nouveau plan triennal, en décrivant le contexte de son élaboration, en justifiant sa raison d'être et en présentant ses objectifs, les résultats attendus et les activités prévues.

A la suite de quoi, ces orateurs se sont soumis à l'exercice de répondre aux observations et commentaires de l'auditoire concernant le Fonds compétitif régional, ce nouveau mécanisme de financement des activités de recherche en coopération initiées au niveau des SNRA, le financement durable de l'Organisation sous-régionale, l'intégration des Universités dans les activités, la sous-représentation de l'Afrique centrale en son sein. Des réponses sont également données sur le caractère considérable des activités planifiées comparées aux ressources humaines et maté-

### Les neuf membres du Comité exécutif

Président, Sié Koffi, Côte d'Ivoire  
Vice-président, Emmanuel Owusu Bennoah, Ghana  
Emmanuel T. Sanda, Organisation professionnelle agricole, Niger  
Gisèle d'Almeida, Secteur privé, Sénégal  
Rogers A. D. Jones, Sierra-Leone  
Papa Abdoulaye Seck, Sénégal  
Agbobli Comlan Atsu, Togo  
Grégoire Bani, Congo  
Georges Sani, Organisations non gouvernementale, Gambie



M. Paco Sérémé, secrétaire exécutif du CORAF/WECARD.

rielles limitées du Secrétariat exécutif, sur l'absence d'informations précises relatives aux projets de recherche sélectionnés dans le cadre du Fonds compétitif régional, sur l'avenir des Unités opérationnelles dans le contexte du développement des fonds compétitifs, sur la place jugée notamment faible des activités des SNRA dans le plan triennal, sur le rôle des futurs points focaux nationaux, sur la mise en place de la base de données sur les biotechnologies agricoles, etc.

### Un fonds de recherche pour jeunes chercheurs

A la suite de ce riche débat, de la tenue de conciliabules entre le Comité exécutif et les partenaires financiers, les partenaires scientifiques et techniques, (voir article suivant), de travaux de groupes et d'ateliers thématiques (voir prochains articles de *Coraf Action*), l'Assemblée générale a, souverainement, pris plusieurs décisions. D'abord, elle approuve la décision prise par le Comité exécutif qui recommande au secrétaire exécutif de faire figurer dans le programme d'activités 2004 les seules activités ayant acquis des financements et lui demande de s'inspirer de ce qui se fait au fonds national de recherches agricoles et agroalimentaires du Sénégal et à la Fondation internationale pour la science, afin d'améliorer les appels à propositions de projets de recherche du Fonds compétitif régional. Ce dernier est également prié de poursuivre les négociations avec ladite Fondation concernant la mise en place de fonds de recherche pour les jeunes chercheurs de la sous-région, dans l'optique d'ajouter de la valeur ajoutée aux initiatives en cours. Elle enjoint le secrétariat exécutif, au vu des conclusions pertinentes de son audit de février 2004, de faire faire le même audit « clair et limpide » avant chaque Assemblée générale tout comme, d'ailleurs, un audit institutionnel du CORAF/WECARD tous les quatre ou cinq ans, de soumettre un budget à mi-parcours

pour permettre au Comité exécutif de pouvoir y intégrer les nouveaux éléments survenant en cours d'exercice, de réviser et d'appliquer le manuel des procédures financières et comptables, de recruter un gestionnaire administratif et financier de haut niveau, d'étudier le recrutement d'un nouveau personnel en tenant en compte les difficultés financières. Toujours à ce sujet, elle confie au Comité exécutif le mandat d'entreprendre toute démarche auprès des partenaires financiers pouvant garantir l'assainissement de la situation financière difficile de l'Organisation sous-régionale.

De même, l'Assemblée générale adopte la proposition du Comité exécutif de faire passer de huit à douze membres du Comité scientifique et technique, charge le Secrétariat exécutif de tenir compte, dans leur cooptation, des principes d'équilibre linguistiques et géographiques et de genre, de lui élaborer un règlement intérieur et un manuel de procédures d'évaluation de ses propositions, tout en exhortant ce Comité de lui présenter à chacune de ses assises un

### Les représentants du CORAF/WECARD au Comité exécutif du FARA

Papa A. Seck, président  
Sié Koffi,  
Emmanuel Owusu Bennoah  
Adama Traoré  
Rogers A. D. Jones

rapport sur le déroulement des activités scientifiques. Elle invite aussi ces deux instances à réunir toutes les conditions de la tenue, cette fois, du premier atelier sur le renforcement des SNRA en situation de post-conflit armé.

*Last but not least*, le Comité exécutif et le Secrétariat exécutif ont reçu l'instruction de doter l'Organisation sous-régionale d'un règlement intérieur, et que ses Statuts soient revus et corrigés.

Contact : Paco Sérémé  
CORAF/WECARD, BP 48 Dakar RP,  
CP 18623, Sénégal  
Tél. : (221) 825 96 18  
Fax : (221) 825 55 69  
E-mail : paco.sereme@coraf.org  
Internet : www.coraf.org

## VIE DU CORAF/WECARD

Suite de la première page

gestion du Secrétariat exécutif. En cela elle peut compter sur ces partenaires tout comme sur les partenaires scientifiques et techniques, réunis, eux aussi, en « huit-clos », qui manifestent à la fois leur disponibilité à pouvoir former les ressources nécessaires à l'Organisation sous-

régionale en matière de biotechnologies végétale et animale, leur désir d'être mieux impliqués dans le processus de restructuration des unités opérationnelles de recherche et de voir se mettre en œuvre les activités du Plan stratégique avec plus de partage de responsabilités.

Le groupe des Organisations sous-régionales, lui, s'est fait clairement

entendre qu'il veut une meilleure représentation dans les organes du Conseil Ouest et Centre africain.

Contact : Marcel Chijioke Nwalozie  
CORAF/WECARD, BP 48 Dakar RP,  
CP 18623, Sénégal  
Tél. : (221) 825 96 18  
Fax : (221) 825 55 69  
E-mail : marcel.nwalozie@coraf.org  
Internet : www.coraf.org

## Echange de propos à propos de...

*Comme c'est de coutume à Coraf Action, lorsque les pontes du CORAF/WECARD se réunissent en Assemblée générale, telle la cinquième qui vient de se tenir à Brazzaville, du 13 au 16 avril 2004, les discours prononcés là-bas vous sont rapportés sous forme de quelques extraits.*



Dr Grégoire Bani, membre du Comité exécutif de l'Organisation sous-régionale et directeur du centre de recherche agricole de Loudima de la Délégation générale à la recherche scientifique et technique du Congo : « Monsieur le président du CORAF, la Côte d'Ivoire, votre pays, dispose d'un SNRA reconnu par nous comme étant l'un des plus performants d'Afrique. Malheureusement, du fait des troubles socio-politiques [...], [il] court le risque de subir des destructions qui auront pour conséquence d'obérer ces performances comme l'est aujourd'hui celui du Congo : les causes produisant les mêmes effets. Les chercheurs congolais, qui souffrent [...] de cette situation, expriment leur solidarité avec leurs collègues ivoiriens dans les malheurs qui les accablent. »

« L'Assemblée générale de Brazzaville est pour nous une belle opportunité. En effet, le SNRA du Congo, [...], se trouve actuellement dans une dynamique de réhabilitation et de restructuration. Nous sommes convaincus que les travaux de l'atelier sur le renforcement institutionnel des SNRA des pays en post-conflit armé, [...] contribueront à nous aider à approfondir cette refondation. »



Dr Sié Koffi, président de l'Organisation sous-régionale et directeur général du Centre national de recherche agronomique de Côte d'Ivoire : « Permettez-moi tout d'abord, [...], en cette occasion solennelle [...], de rappeler à la mémoire de chacun d'entre nous notre très regretté troisième président [...] et premier président du FARA, brutalement arraché à notre affection le 18 mars 1998, je veux nommer le Professeur Maurice Onanga, un des valeureux fils de ce pays. Il présida brillamment, dans cette même ville de Brazzaville, il y a huit ans, la neuvième Réunion plénière de notre association, dénommée alors 'Conférence des responsables de recherche agricole en Afrique de l'Ouest et du Centre ' »

« C'est sous la présidence de ce brillant homme de science et manager averti que la CORAF a amorcé sa mutation pour devenir le CORAF, cette organisation sous régionale, émanation des Systèmes nationaux de recherche agricole. »

« Il me revient que c'est également à Brazzaville, au Congo, que s'est tenu, il y a bientôt dix-sept ans, le premier congrès des hommes de sciences de l'Afrique qui se voulait un pathétique appel pour le retour de la diaspora au bercail, afin de mettre son savoir et son savoir-faire au service de l'Afrique. »

« Aujourd'hui, le Plan stratégique [est] traduit en plan triennal pour la période 2004 2006 [qui] doit être examiné et adopté. »

« Aujourd'hui, face aux difficultés financières [...], des orientations précises

### Principaux jalons de la réforme institutionnelle et stratégique

- Dakar 2000 : validation du Plan stratégique de coopération pour la recherche et le développement agricoles en Afrique de l'Ouest et du Centre du CORAF/WECARD.

- Libreville 2001 : adoption des nouveaux Statuts de l'Organisation sous-régionale et des engagements ou contributions financières des SNRA membres dans le fonctionnement du Secrétariat exécutif.

- Yamoussoukro 2002 : réforme des mécanismes de gestion et de choix des dirigeants de l'Organisation sous-régionale et prise en charge des questions majeures de biotechnologie et de biosécurité

- Bamako 2003 : adoption du mode de financement des projets de recherche sur Fonds compétitif régional et appui au Forum pour la recherche agricole en Afrique.

- Brazzaville 2004 : adoption du plan triennal (2004-2006), premier jalon dans la mise en œuvre du Plan stratégique, du Statut du personnel du Secrétariat exécutif et évaluation prochaine des unités opérationnelles.

doivent être données au Secrétariat exécutif [...] C'est à ces conditions qu'il [le CORAF/WECARD] gardera sa place d'institution incontournable. »

« Aujourd'hui également des thèmes majeurs nous interpellent, notamment les biotechnologies, la biodiversité, les ressources génétiques qui font l'objet d'ateliers thématiques autour desquels je requiers votre mobilisation et votre participation. »

« Notre Organisation sous-régionale n'est pas une institution de financement ; c'est pourquoi [...] le financement du Programme d'appui à la recherche agricole en Afrique de l'Ouest (PARAO), octroyé par l'Union européenne et qui comporte des volets appui institutionnel, appui aux projets collaboratifs de recherche et aux unités opérationnelles et un fonds compétitif, doit être affecté à des actions d'impulsion pour la mise en œuvre de notre Plan stratégique. »

« En organisant notre Assemblée générale à Brazzaville, nous visions une implication plus forte des Systèmes nationaux de recherche agricole d'Afrique centrale dans les activités du COAF/WECARD. »

« C'est ici également le lieu de réaffirmer notre attachement à notre organisation faitière le Forum pour la recherche agricole en Afrique (FARA) dans un contexte de partage des responsabilités [...] »

« Je sais que, pour cela, vous [les partenaires] vous attendez à plus de transparence de notre part, dès lors je puis vous assurer que des actions sont en cours avec le récent audit de gestion du Secrétariat exécutif du CORAF/WECARD, conduit par l'USAID et la Banque mondiale et dont les recommandations méritent que l'on s'y penche sérieusement. »



Henri Ossébi, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique du Congo : « [...] Le succès obtenu par certains pays dans la réalisation du bien-être des populations est attribuable, notamment, à trois facteurs étroitement associés :

- d'abord à des politiques de développement appropriés, harmonieusement articulées aux potentialités des pays

concernés ;

- ensuite à la volonté de chaque pays de renforcer ses capacités institutionnelle, en mettant l'accent sur la compétence humaine et la valorisation de ses potentialités endogènes, notamment dans le secteur de la recherche scientifique et technique ;

- enfin à la stabilité socio-politique, autant qu'à l'abondance des ressources naturelles ou à leur situation géographique. »

« Malgré la cohérence interne qui leur confère quasiment valeur de postulat, ces trois facteurs n'ont, hélas, pas encore, en Afrique de l'Ouest et du Centre, permis à nos populations de se tirer d'affaire. »

« Il revient donc à nos pays de créer, de façon urgente, dans une synergie plus agissante, les conditions de réalisation de cet objectif majeur, notamment par la création de centres de stockage et de conditionnement des produits agricoles, [...] mais aussi et surtout [...] par la redynamisation et le maillage de nos politiques de recherche agronomique. »

« C'est dans cette optique que le CORAF/WECARD [...] pourrait mieux aider les pays membres à développer des stratégies de développement et d'amélioration des performances de ce secteur vital. »

« [...] votre responsabilité est cruciale, et je ne puis douter un seul instant de votre claire connaissance des enjeux de cette situation. »

« Pour répondre à cette interpellation, [...] la définition d'une 'feuille de route' sur la biotechnologie en Afrique et l'élaboration des politiques et législations relatives aux ressources génétiques sont des objectifs majeurs pour le CORAF/WECARD. »

« C'est, en d'autres termes, un appel que je lance [aux] chercheurs de la sous-région CEMAC, notamment à ceux du Congo, pays en situation post-conflit, où les défis du développement exigent que chercheurs et institutions de recherche publiques et privées s'impliquent davantage dans les programmes communs de

recherche, en vue de renforcer la complémentarité des activités entre Systèmes nationaux de recherche agricole (SNRA). »

« [...], soyez vivement remerciés pour l'honneur que vous avez fait au Congo, en acceptant de venir témoigner, par votre présence massive à cette Assemblée générale, du soutien que vous apportez aux efforts du Congo dans sa quête résolue d'un retour à une paix durable, gage de sa renaissance scientifique. »

## Motions d'inquiétude, de paix et de joie

- Soutien au Centre national de recherche agronomique de Côte d'Ivoire. Les directeurs d'instituts représentant les SNRA membres du CORAF/WECARD ainsi que les autres participants à sa cinquième Assemblée générale, tenue du 13 au 16 avril 2004, à Brazzaville, lancent un vibrant appel aux autorités ivoiriennes pour garantir la stabilité du CNRA qui lui permet de continuer à jouer son rôle dans le développement de la recherche agricole nationale, sous-régionale, régionale et internationale.

- Soutien à l'Association pour le développement de la riziculture en Afrique de l'Ouest. Les directeurs d'instituts représentant les SNRA membres du CORAF/WECARD, ceux des pays membres de l'ADRAO et les autres participants à la cinquième Assemblée générale du CORAF/WECARD, tenue à Brazzaville, du 13 au 16 avril 2004, adressent un message fort aux autorités ivoiriennes, aux pays membres de l'ADRAO, aux producteurs africains et à la communauté internationale pour qu'ils préservent ses ressources indispensables à la poursuite de sa mission.

- Appui à la résolution de la situation actuelle du Réseau d'expertise des politiques agricoles. Les directeurs d'instituts représentant les SNRA membres du CORAF/WECARD, ceux des vingt pays couverts par le REPA et les autres participants à la cinquième Assemblée générale du CORAF/WECARD, tenue à Brazzaville, du 13 au 16 avril 2004, en appellent urgemment à la volonté des autorités politiques ainsi qu'aux deux protagonistes que le REPA et le Coordonnement général de la Conférence des ministres de l'Agriculture d'Afrique de l'Ouest et du Centre (CMA/AOC), sa tutelle, pour qu'ils prennent des mesures urgentes de dénouement de leur relation conflictuelle, permettant ainsi le démarrage effectif des activités du Réseau.

- Félicitations au Dr Monty Jones Patrick, actuels secrétaire exécutif du Forum pour la recherche agricole en Afrique. Les participants à la cinquième Assemblée générale du CORAF/WECARD, tenue à Brazzaville, du 13 au 16 avril 2004, félicitent chaleureusement le docteur Monty Jones Patrick pour avoir honoré la communauté scientifique africaine en partageant le nouveau prix mondial pour l'alimentation de la FAO avec un autre lauréat et expriment leurs vifs souhaits de voir ce bel exemple servir de modèle aux chercheurs de la sous-région. Cette distinction lui est attribuée pour ses travaux de recherche le professeur Yuan Longping de Chine du temps où il était chercheur à l'ADRAO.

- Remerciements aux autorités et au peuple congolais. Tous les participants adressent leurs sincères remerciements aux autorités du pays, particulièrement à Son Excellence le président de la République, le général d'armée Denis Sassou N'Gusso, à son gouvernement, particulièrement au ministre d'Etat chargé de la Coordonnement de l'action gouvernementale ministre des Transports et des Privatisations ainsi qu'au ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique qui ont activement participé à cette cinquième Assemblée générale du CORAF/WECARD, du 13 au 16 avril 2004, à Brazzaville, et expriment leur profonde gratitude au peuple congolais.

## Plan stratégique Dessin de l'avenir 1

L'idée de restructuration fut lancée à N'Djamena, elle fit son petit bon-homme de chemin pour devenir une vision stratégique à Accra en 1998, puis prit la forme d'un Plan stratégique de coopération pour la recherche et le développement agricole en Afrique de l'Ouest et du Centre à Dakar en 2000. Dedans, le Conseil Ouest et Centre africain pour la recherche et le développement agricole scrute les quinze prochaines années de sa vie, 1999-2014. La chronique, qui commence dans ce numéro, en relate les péripéties.

« QUI VEUT L'HÉRISSON POUR MONTURE dépensera tous ses biens pour une selle ». Si l'éducation

est une priorité, si l'action du Conseil Ouest et Centre africain pour la recherche et le développement agricole doit s'inscrire dans la mouvance du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique, alors il est tenu de renforcer les capacités humaines et institutionnelles et d'inciter à s'y impliquer tous les acteurs agricoles. C'est comme cela qu'on se projette dans l'avenir en se préparant aujourd'hui, comme le recommande cet adage wolof. Surtout quand on n'est pas seulement assailli de problèmes éducatifs. L'ayant bien assimilé, l'Organisation sous-régionale s'est doté, il y a quatre ans, d'un Plan stratégique de coopération pour la recherche et le développement agricole en Afrique de l'Ouest et du Centre pour la période 1999-2014. L'objectif visé est d'identifier les priorités de la coopération sous-régionale, d'établir le cadre de négociation et de dialogue entre les différents partenaires et d'en proposer un mécanisme de financement durable.

L'œuvre est relevable, mais les défis ne sont pas à occulter. Les pays de la sous-région font partie des plus pauvres au monde. Sur 280 millions d'habitants, 100 millions vivent en-dessous du seuil de pauvreté (moins de 1 dollar par jour) parmi lesquels 45

à 80 % et 30 à 35 % de citoyens. Or, l'agriculture contribue pour plus de 35 % à la formation du produit intérieur brut, pour 40 % des exportations et pour 70 % de la main-d'œuvre. A partir du milieu des années 70, les importations de denrées alimentaires, surtout de céréales, ont considérablement augmenté. L'alerte est à son comble, d'autant que la sous-région, regorgeant d'un potentiel agricole favorisé par différentes conditions agroécologiques, est susceptible de produire assez d'aliments de base et de cultures de rente pour nourrir ses populations et développer des marchés viables et compétitifs pour les céréales, les légumes, les racines, les tubercules, les produits de l'élevage, de la forêt et de la pêche. La rapide croissance démographique – 2 à 3 % par an – offre aux producteurs des opportunités certaines de commercialisation de leurs produits agricoles.

Selon l'Organisation des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation, la recherche agricole a eu un impact positif sur la production d'un certain nombre de cultures importantes. Suite, en effet, à la disponibilité de meilleures variétés et à l'introduction de nouvelles approches de protection des végétaux développées par les SNRA, on a noté une croissance continue de la production pour la plupart des cultures à partir du milieu des années 80. La Banque mondiale a fait le même constat que la production vivrière a considérablement augmenté au cours des années 90 : 10 % en Guinée, 12 % au Ghana, 20 % au Nigeria et 25 % au Bénin. En 1980, le retard de l'offre en vivres, qui était de cinq ans par rapport à la demande avec une production égale à celle consommée en 1975, a été réduit à trois ans en 1993.

### Le clou des réformes attendues

Il est donc impérieux que ce gap soit définitivement comblé pour l'avènement de la sécurité alimentaire et de la réduction de la pauvreté, et ce, grâce à une recherche ciblée et suivie d'une application des technologies générées. Chercheurs et producteurs, travaillant en collaboration, devraient pouvoir satisfaire les besoins alimentaires des villes grâce à l'augmenta-



tion ou, plus exactement, au triplement de la production d'ici 2925, tout en préservant les ressources naturelles. La production tout comme la productivité sont à intensifier pour suivre la croissance des marchés urbains et leur rapprochement des zones de production. En zone sahélienne de l'Afrique de l'Ouest, en zone côtière de l'Afrique de l'Ouest et en zone de l'Afrique centrale, les trois zones d'intervention retenues dans le Plan, on s'attend que les relations entre la ville et la campagne se renforcent, consolidant ainsi la compétitivité des produits agricoles et assurant des revenus plus substantiels aux producteurs. Dans cette stratégie, la biotechnologie n'a pas été oubliée, ses effets bénéfiques peuvent profiter à la production agricole, si elle est développée et appliquée tout en évaluant ses risques ou méfaits. Le clou de ces réformes attendues c'est, bien évidemment, l'implication des utilisateurs des résultats de la recherche dans tout le processus, qui facilitera notamment le

### Priorité domaines prioritaires

L'approche par thèmes touche le coton, les légumineuses à graine, le palmier à huile, le maïs, le riz, le mil, le sorgho, le café, le cacao, le caoutchouc, le bois, la banane, le plantain, les fruits et légumes, les racines et tubercules, la viande, le lait, le poisson, la gestion des ressources génétiques, la biotechnologie, la biométrie, l'information et la communication et le transfert des technologies.

L'approche par systèmes de production touche les cultures pluviales – céréales et coton –, les cultures irriguées, l'agriculture périurbaine, l'agropastoralisme,

transfert des technologies.

Le long processus, qui a conduit à l'élaboration de ce Plan stratégique, a impliqué, à l'échelle nationale, zonale et sous-régionale, tous les acteurs agricoles, sans exclusive, au moyen de la méthode participative – système de consultations et d'ateliers fondés sur le consensus, conférence électronique, planification, etc. Ces grandes « messes » ont défini les domaines prioritaires de recherche selon l'approche thématique et l'approche systémique (voir encadré). Donc le CORAF/WECARD concentrera les financements, la recherche et la vulgarisation sur ces domaines qui sont

les plus porteurs, c'est-à-dire les cultures vivrières ou de rente les plus rentables et le bétail destiné à la consommation et à l'exportation, et privilégiera les partenariats régis par les principes d'intérêt commun, d'équité, de solidarité, de transparence et de durabilité

Contact : Paco Sérémé  
CORAF/WECARD, BP 48 Dakar RP,  
CP 18623, Sénégal  
Tél. : (221) 825 96 18  
Fax : (221) 825 55 69  
E-mail : paco.sereme@coraf.org  
Internet : www.coraf.org

## Agriculture L'avenir : est-ce une fatalité ou une vision stratégique ?

Dans cette édition démarre une série d'articles sur la stratégie décennale de recherche agricole pour le dé-

**C**RÉER LES CONDITIONS D'UNE CROISSANCE agricole de six pour cent par an d'ici 2020, augmenter la sécurité alimentaire et réduire la pauvreté en Afrique grâce à une recherche agricole efficace et à la création de valeurs pour une croissance économique durable, telle est la vision stratégique d'une décennie (2002-2012) que se sont forgées les Organisations sous-régionales d'Afrique sub-saharienne coalisées dans le Forum pour la recherche agricole en Afrique (FARA). Diantre, n'ont-ils pas forcé démesurément sur la dose ambitieuse, vu le contexte de morosité actuel et les tendances lourdes de l'économie africaine, voire même mondialisée ! Mais, rien ne semble pouvoir empêcher le FARA d'y parvenir, dans les délais, en améliorant l'efficacité et l'efficience des systèmes de recherche agricole en Afrique. Qui peut le moins, peut-il le plus ? et comment ?

En tenant compte des besoins, aspirations et objectifs de tous les acteurs agricoles nationaux, régionaux et internationaux de la région, ses trois Organisations Sous-régionales membres

de développement en Afrique (2002-2012) du Forum pour la recherche agricole en Afrique (FARA). Voici le premier.

(CORAF/WECARD, ASARECA et SADC) en tête, les responsables actuels du Forum ont fait de ces cinq thèmes de recherche leur fer de lance : défense du rôle de la recherche agricole pour le développement, promotion de partenariats financiers et d'alliances stratégiques, appui au développement et à la dissémination de nouvelles technologies et de nouvelles méthodologies, partage et échange des connaissances et promotion du renforcement des capacités.

Aucun de ces thèmes n'étant, toutefois, nouveaux, que peut faire de plus le Forum ? La nouveauté apportée sera dans la manière de les traiter, car les programmes de recherche actuels ne prenant pas spécifiquement en compte l'impact de leurs résultats sur les populations, cette stratégie, elle, va s'en assurer, par exemple, en veillant à la mise en place par les SNRA d'un système de suivi-évaluation de leurs propres performances ainsi que de celles de tous les autres acteurs agricoles, sans exclusive. Et ce n'est pas tout, les responsables sont d'attaque à s'occuper

aussi, tout spécialement, du secteur sans lequel tout cela n'est que fumée sans feu : la mobilisation des ressources financières. C'est la raison pour laquelle ils ont fait de l'objectif principal de la stratégie la création d'un cadre de financement amélioré, stable et flexible. En d'autres termes, pour surmonter les limites du financement traditionnel, cette stratégie va peser sur la consolidation et la sécurisation des sources de financement existantes, l'exploration et le développement de nouvelles sources, la mise en commun et l'optimisation des ressources.

### S'il n'existait pas le Burkina Faso et l'Egypte...

Mais y a-t-il vraiment raisons valables à cette vision stratégique ? ou ces responsables jouent-ils à se faire peur ou (et) à nous faire peur ? Avec une croissance démographique de 3 % par an, l'Afrique va voir sa population passer de 700 millions, dont 50 % d'âmes de moins de 18 ans, à 1 milliard de personnes en 2020, et se stabiliser à 1 milliard et demie en 2030. Or les tendances de développement des 40 dernières années montrent que le continent accuse un certain retard dans la plupart des domaines de développement, et cela continue. En effet, le produit intérieur brut a progressivement baissé à un niveau correspondant à celui de la période des indépendances de la plupart des pays. Chaque personne consomme moins de calories nécessaires, 1800 calories par jour qui du reste tendent à diminuer. L'espérance de vie se situait en moyenne à 50 ans avant la ruée meurtrière du sida, elle s'est réduite maintenant, comme peau de chagrin, de 5 à 10 ans. Le taux d'alphabétisation reste inférieur à 80 % dans la majorité des pays, à l'exception du Zimbabwe, de l'Afrique du Sud, de l'Ile Maurice, du Lesotho, du Botswana, de la Guinée équatoriale et du Kenya. La qualité de la vie en milieu rural va decrescendo, l'eau potable et la nourriture devenant de moins en moins disponibles, d'où la santé chancelante de ses habitants. Ce sombre tableau a de quoi désespérer de l'Afrique, s'il n'existait pas le Burkina Faso et l'Egypte, dont les modèles de développement montrent



Dr Jones Monty Patrick, secrétaire exécutif du FARA.

à plus d'un que le développement de l'agriculture est bien en mesure de donner les performances phénoménales qu'ils atteignent. N'est-ce pas une preuve, fut-elle encore insuffisante, que le développement rime bien avec l'Afrique ?

Contact : Armand Faye  
CORAF/WECARD, BP 48 Dakar RP,  
CP 18523, Sénégal  
Tél. : (221) 825 96 18  
Fax : (221) 825 55 69  
E-mail armand.faye@coraf.org  
Internet : www.coraf.org

La suite de cet article dans la prochaine édition.

## NEPAD : agriculture pour tous 2

Une série d'articles est consacrée au volet agriculture du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD). Le premier article vous est livré dans l'édition précédente, la trentième. Voici le second.

**L**Y A PLUS DE VINGT-DEUX ANS, DEPUIS le Plan de Lagos avorté, que beaucoup d'eaux coulèrent sous les ponts d'Afrique. D'échecs en échecs, les nouvelles initiatives allèrent à vau-l'eau. Et, souvenez-vous en, cela ne fit guère longtemps, l'afro-pessimisme s'installa, dans les cœurs et les consciences collectives. Mais, tel un éclair illuminant les cieus suivi d'un arc-en-ciel, après une pluie battante, vint et traversa le continent, de part en part, la nouvelle espérance, le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique, le NEPAD. Non sans coup férir, chefs d'Etats et de gouvernements des pays de l'Afrique

de l'Ouest, pour leur part, adoptèrent, le 22 mai 2002, à Yamoussoukro, le Plan d'action préparant les programmes de mise en œuvre de l'initiative dans cette sous-région.

En ce qui concerne l'agriculture, la diversification et l'accès aux marchés ce Plan identifie six activités prioritaires : améliorer la sécurité alimentaire, gérer les ressources naturelles communes et l'environnement, développer les capacités de négociation internationales, structurer et organiser le monde rural, diversifier la production agricole et alimentaire et cette production à travers l'industrialisation. En fait, à quels problèmes ces activités vont-elles tenter de trouver des solutions ? La réponse n'a pas été simple à trouver, puisqu'une controverse opposait le camp de ceux pensant que l'offre née des contraintes liées aux investissements, aux techniques, à la nature..., est le problème et le camp de ceux qui croient que c'est la faiblesse de la demande solvable. La tournure prise par cette polémique semble aller en faveur de la seconde thèse, en ce qu'elle amène à considérer l'insécurité alimentaire et la pauvreté non pas sous le prisme étroit d'un problème agricole ou rural, mais sous le prisme plus global ou large d'un problème socioéconomique. En effet, riches ou pauvres, les producteurs n'accroissent la production à vendre que si le surplus agricole vendu n'entraîne pas la réduction des prix des produits et la diminution de leurs recettes ou revenus. Aussi faut-il distinguer la demande solvable nécessaire à la préservation de la productivité.

En fait, le problème des revenus ruraux résultent de la situation des petits producteurs exploitant cinquante à soixante-quinze pour cent des terres arables et récoltant une production pour leur propre consommation équivalente à la production totale de leurs pays. Cependant, alors que les gouvernements de nombreux pays les mettent au-devant de leurs priorités, ils favorisent, dans la réalité, d'autres acteurs économiques. Quand il s'y ajoute les difficiles conditions d'accès aux crédits et facteurs de production, les laborieux systèmes de gestion et d'utilisation du sol, la fai-

blesse des réseaux d'écoulement de la production et les distorsions de prix relatifs, cela donne le cocktail qui contribue à limiter la hausse de la productivité dans l'agriculture.

Contact : Armand Faye  
CORAF/WECARD, BP 48 Dakar RP  
CP 18523, Sénégal  
Tél. : (221) 825 96 18  
Fax : (221) 825 55 69  
E-mail : armand.faye@coraf.org  
Internet : www.coraf.org

La suite de ce deuxième article dans la prochaine édition.

## De l'aide au manioc

ELLE Y ÉTAIT BIEN PRÉSENTE, MAIS AU passé. Au présent, elle semble maîtrisée. Elle, c'est la

chenille farineuse du manioc (*Phenacoccus manihoti*), ce terrible ravageur qui n'a été détecté dans aucun des vingt champs de manioc étudiés entre les localités sénégalaises de Dakar, de Saint-Louis et de Kaolack. Cette bonne nouvelle provient de l'International Institute for Tropical Agriculture, dont les chercheurs ont voulu savoir, en novembre 2002, si la mosaïque africaine du manioc (la maladie) prévalait à Dakar, à Thiès, à Louga, à Saint-Louis, à Diourbel, à Kaolack, à Fatick et à Mbour. Ce qui a été effectivement établi, quatre-vingts cinq pour cent des plantes ayant été infectées. Mais l'utilisation à soixante-dix pour cent de boutures infectées est la principale cause, la gravité de la maladie et la population de la mouche blanche (*Bemisia tabasi*) (le vecteur) étant constatées faibles. Il n'y a vraiment pas de photo avec ce qui se passe ailleurs, ni avec le virus de la mosaïque africaine du manioc sévisant en Afrique de l'Est ni avec les souches de la variante recombinante prévalant en Ouganda n'ont été trouvées ici.

Mais, l'assurance doit être de courte durée : la maladie a été la plus dévastatrice en Afrique ; plusieurs souches, aux dégâts multiples, essaïmaient,

### L'abeille est enseignée

L'apiculture ou élevage des abeilles est bien une activité agricole, vu sous l'angle du développement. C'est l'avis des experts de l'University of Sheffield du Royaume-Uni et du Njiro Wildlife Research Centre du Serengeti Wildlife Research Institute de Tanzanie. Passant de la parole aux actes, une formation mensuelle théorique et pratique sur les abeilles tropicales est chaque année organisée pour les gens ayant besoin d'apprendre davantage sur l'apiculture et la place spéciale qu'elle occupe dans le développement rural.

Les candidats doivent avoir un background sur les principes de l'apiculture, sinon ils auront à suivre un cours d'initiation. Dans tous les cas, un aperçu général de l'apiculture dans le monde, son importance pour le développement rural,

Contact : Nicola Bradbear  
Bees for Development, Troy, Monmouth NP25 4AB, United Kingdom  
Tél. : 44 (0) 16007 13648  
Fax : 44 (0) 16007 16167  
E-mail : info@beesfordevelopment.org  
Internet : www.beesfordevelopment.org

allant de pays en pays ; le manioc est tout de même cultivé sur 30 000 hectares de plantations, dont 90 % dans la seule localité de Thiès. De plus, des multiples variétés introduites par le biais de cet Institut, il n'en reste aucune « à l'heure où l'on vous parle ». Aucune collection de variétés locales ou introduites n'est disponible, le seul matériel l'étant sont les plantes repiquées par les paysans, mais dont la plupart des caractéristiques et l'état phytosanitaire sont, le moins qu'on puisse dire, non connus. Cela veut dire que des semences certifiées n'existant guère, les paysans s'en donnent à cœur joie avec leur propre matériel végétal infecté. Les mauvaises boutures induisent de faibles rendements. La recherche, très dynamique jusqu'en 1965, a baissé la garde. Faut-il désespérer ou y a-t-il matière à espérer encore ? Il y a matière à espérer. La première raison c'est la possibilité de produire des propagules saines (assurant la reproduction végétative des mousses ou plantes formant des touffes ou tapis sur la terre, les pierres ou

écorches), en cultivant des cellules de méristèmes (tissus de cellules embryonnaires à division très rapides) et en les multipliant rapidement dans les champs, dans le souci d'éradiquer la maladie. Il faut savoir qu'au Sénégal, les deux laboratoires de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar et de l'Institut de recherche pour le développement en sont capables, cependant le premier est pleinement opérationnel mais exigu, le second est très grand et non pleinement opérationnel. La deuxième raison c'est la possibilité de former les paysans à identifier les symptômes de la maladie et à privilégier les rendements élevés avec des boutures de plantes saines. Mettre en place une banque de germoplasmes de variétés locales et de variétés introduites prometteuses, qui en est la troisième raison, serait important, vu le développement florissant des petites unités de transformation du manioc.

Contact : Maria Alexandra Barreiros Jorge  
BP 8462, Yoff, Dakar, Sénégal  
E-mail : mariajorge@hotmail.com

## Agriculture-élevage L'intégration passe-t-elle par le bovin ?

Annoncée dans les vingt-troisième et vingt-quatrième numéros de Coraf Action, cette nouvelle rubrique de réflexion, de débat et de proposition a démarré dans la vingt-cinquième édition. Emile N. Houngbo a sacrifié à la tradition en livrant le premier sa réflexion sur « Bénin. Agriculture durable : une question d'accès aux ressources ». Maty Ba Diao est la deuxième à délivrer son point de vue sur l'« Amélioration de la production laitière : l'apport de l'insémination artificielle » Uche C. Amalu, le troisième, a délivré un plaidoyer appelé « Rendons grâce au sol »,

tandis que Karamba Mané, le quatrième a lancé un appel fort pathétique appelé « Allons nous laisser mourir le palmier de sa belle mort ? ». Le cinquième, Paco Sérémé, lui, dévoile ce qu'il croit dans « Le CORAF/WECARD et les enjeux de ce nouveau siècle ». Le sixième, Babacar Ndir, croit aussi que la « Fermentation du Netetu : la technologie ne date pas de maintenant ». Le septième invités, Awono Cyprien et Havard Michel, vous invitent vivement à lire leur « Humble avis ». Débat ;

DEPUIS QU'ON « S'AFFAIRE » AUTOUR de l'intégration de l'agriculture et de l'élevage, les solutions font foison mais semblent à peine heureuses. Eh bien, peut-être que, cette fois, la solution jaillira enfin de l'intégration de l'élevage aux exploitations agricoles par le biais des bovins, des petits ruminants et des porcins ! Tout le monde y trouve son compte. Les petits paysans voient cet élevage contribuer à la durabilité et à la viabilité de leurs exploitations familiales ; les plus nantis voient leurs revenus améliorés et diversifiés. Le clou de l'innovation est que la traction animale, réservoir de travail, de viande et de fumure organique, passe pour être déterminant dans ce processus. C'est le résultat presque spectaculaire atteint, entre 1997 et 2001, dans le nord (provinces Nord-Ouest et Extrême-Nord) du Cameroun, par le Projet de développement paysannal et de gestion de terroirs et l'Institut de recherche pour le développement qui ont travaillé dans les exploitations agricoles disposant de bovins et d'un moyen de transport comme la charrette ou la pousse.

Dans le nord du Cameroun, plus exactement dans la zone cotonnière, l'exploitation agricole moyenne, qui fait 2,2 hectares, est occupée à produire des céréales, des légumineuses



Awono Cyprien est du Service d'appui au développement local (SADEL), BP 293, Garoua Cameroun.

Havard Michel est agromachiniste (fonctionnement des exploitations) du CIRAD détaché à la station polyvalente de recherche agricole de Garoua de l'IRAD du Cameroun.

et du coton. Seules 70 % des exploitations agricoles possèdent des animaux, dont 25 % de bovins, et 25 à 30 % des équipements agricoles. Les revenus annuels, estimés à 374 000 francs CFA, sont tirés de 60 % de la production agricole, de 25 % des activités extra-agricoles, de 10 % de l'élevage et des travaux agricoles hors des exploitations. Seules 50 % d'entre elles satisfont aux besoins alimentaires des familles. Les principales spéculations donnent des rendements faibles : 1 100 kilos à

l'hectare pour le coton, 2 100 kilos à l'hectare pour le maïs, 850 kilos à l'hectare pour le sorgho, etc. Et l'explication se trouve dans la faible utilisation de la fumure minérale et quinquille de la fumure organique. Tout cela fait que les 20, 117 et 115 exploitations agricoles qui participent à ce Projet, entre 1997 et 2000, ne sont pas représentatives de l'ensemble des exploitations de la zone. Elles cultivent en moyenne 7 hectares et possèdent 4 bœufs de trait, soit respectivement 3 et 4 fois plus que la moyenne des deux provinces. Elles sont assistées au niveau de la production de fourrage constitué de mucuna associé au maïs et (ou) au sorgho, du suivi sanitaire des animaux et de la construction de dispositifs de production de fumure organique comme les parcs améliorés et étables fumières. Les bovins mis en stabulation sont composés de 33 % de femelles et de 66 % d'animaux de

**Coraf Action**

Lettre d'information trimestrielle du Conseil Ouest et Centre africain pour la recherche et le développement agricoles

**Directeur de la publication**  
Paco Sérémé

**Rédacteur en chef**  
Armand Faye

**Coordonnateurs nationaux ayant collaboré à ce numéro :**  
Odile Tahouo, CNRA, Côte d'Ivoire  
Ekindi-Mbonga Rose, IRAD, Cameroun  
Emile-Victor Coly, ISRA, Sénégal

**Documentation**  
Omar Bougaleb, ISRA, Sénégal

**Edition et diffusion**  
CORAF/WECARD

**Versión anglaise disponible**  
CORAF/WECARD, BP 48 Dakar RP  
Dakar, Sénégal  
Tél. : (221) 825 96 18  
Fax : (221) 825 55 69  
E-mail : paco.sereme@coraf.org  
E-mail Coraf Action : coraf.action@coraf.org  
Internet : www.coraf.org

ISSN : 0850 5810  
Imprimerie : Saint-Paul, Dakar

NOTES DE LECTURE

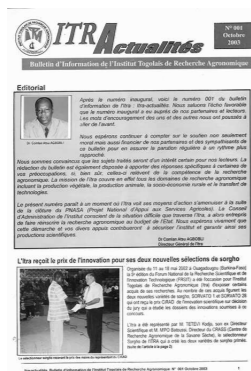
trait ; leur âge moyen est de 4 ans et leur poids initial de 207 kilos ; le gain moyen au producteur est de 300 grammes par jour et animal en 120 jours. Il est clair que ces moyennes cachent d'importantes différences entre animaux autant sur l'évolution pondérale que sur les poids au début et à la fin de l'expérience. Cinquante pour cent des bovins ont un gain de poids inférieur à 25 kilos. Le poids des animaux varie entre 40 et plus de 300 kilos et 75 % pèsent entre 150 et 300 kilos. Les fortes variations de l'évolution pondérale notées sont le fait des maladies, des poids et des états initiaux variés, des rations alimentaires diversifiées pendant la stabulation et des âges très différents.

En 2000, le compte de production moyen de chacune des 13 exploitations agricoles est égal à un revenu net d'environ 24 000 francs CFA par bovin. Mais entre elles les effectifs sont très inégaux de même que la composition des bovins de trait, des mâles et des femelles. Les effectifs en stabulation représentent environ 45 % de la totalité de leur cheptel. Le revenu moyen est constitué par le travail des animaux de trait (45 %) dans 50 % des exploitations, la vente des animaux (36 %) et le travail des animaux dans 25 % des exploitations, la vente du lait (15 %) et des animaux dans 25 % des exploitations et la fumure organique (5 %).

Les performances économiques et les formes de la valorisation de cet élevage varient fortement entre elles. La valorisation économique peut être facilement améliorée par de meilleures pra-

tiques d'alimentation. Les agroéleveurs pratiquent, en effet, l'élevage en stabulation, parce qu'ils veulent maintenir l'état des animaux, les sécuriser contre les vols fréquents, les utiliser pour l'embouche et la production de lait.

Contact : Awono Cyprien, Havrd Michel  
IRAD, BP 415, Garoua, Cameroun



ITRA Actualités. Bulletin d'information de l'Institut togolais de recherche agronomique, BP 1163, Lomé, Togo, tél. (228) 225 21 48, fax (228) 225 15 59. *Le prix de l'innovation décerné à l'ITRA pour ses deux nouvelles sélections de sorgho, la présentation des activités du Conseil d'administration, la lutte contre le flétrissement des jeunes plants de manioc, la rationalisation de l'élevage de la chèvre Djallonké, les deux nouvelles variétés de coton précoces et très productives, un champignon et des insectes au secours du caféier, le secteur semencier au Togo, un paysan devient semencier de*

*l'igname et la présentation de la direction des laboratoires de l'ITRA sont les articles contenus dans le premier numéro d'octobre 2003.*

Démarche d'étude des systèmes de production de la région de Korhogo-Koulokakaha-Gbonzoro en Côte d'Ivoire (région Nord). H. Cachet, M. Brochet, Z. Ouattara, V. Bouso. *Observer le paysage et les pratiques agricoles de la région de Korhogo, écouter les agriculteurs en parler pour mieux mener ensuite une analyse agroéconomique, telle est la démarche de ce livre. Il est une référence pour les professionnels et les formateurs qui travaillent avec les paysans et cherchent des voies d'amélioration et de développement de l'agriculture.*

Édité par le Groupe de recherche et d'échanges technologiques, 211-213 rue La Fayette, 75010 Paris, France, et le

Ministère des affaires étrangères, Paris, France. 2002, 88 pages, ISBN 2-86844-124-6. Prix : 8 Euros.

Etude socioéconomique de l'utilisation des pesticides au Mali. Mamadou Camara, Fadimata Haïdara et Abdramane Traoré. *Le développement d'une agriculture productive et diversifiée exigera de plus en plus l'utilisation de produits chimiques et biologiques, dont les aspects économiques, sociaux, sanitaires et environnementaux ainsi que l'utilisation, le stockage, l'efficacité et le contrôle ne sont pas encore totalement maîtrisés par l'Etat et encore moins par les producteurs. L'objectif de ce document est de faire une étude socioéconomique de l'utilisation des pesticides au Mali, d'en évaluer la filière afin d'en dégager les forces et les faiblesses.*

Publié par l'Institut du Sahel, BP 1530, Bamako, Mali. 2001, 104 pages,

AGENDA

Les réunions du Conseil

Le Conseil Ouest et Centre africain sur la recherche et le développement agricoles et l'International Plant Genetic Resources Institute organisent un atelier régional sur "Plant Genetic Resources for Food Security in West and Central Africa" à Ibadan, du 25 avril au 2 mai 2004.

Les réunions conjointes ou autres réunions

Le groupe de travail du Secrétariat exécutif du Forum mondial de la recherche agricole se tient à Rome, du 17 au 18 mai 2004.

La réunion sur le Fonds compétitif de l'Association for Strengthening Agricultural Research in East and Central Africa se tient à Nairobi, le 27 mai 2004.

Le Centre technique de coopération agricole et rurale fête son vingtième anniversaire à Wageningen, aux Pays-Bas, le 4 juin 2004.

ECHOS DE LA RECHERCHE

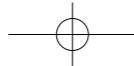
ECHOS DE LA RECHERCHE

ECHOS DE LA RECHERCHE

VIE DU CORAF WECARD

VIE DU CORAF WECARD

VIE DU CORAF WECARD



**ECHOS DE LA RECHERCHE**

---

**VIE DU CORAF♣WECARD**

---

**VIE DU CORAF♣WECARD**

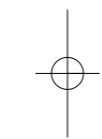
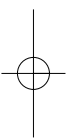
---

**VIE DU CORAF♣WECARD**

---

**VIE DU CORAF♣WECARD**

---



**SUR LE TERRAIN**

---

**MON HUMBLE AVIS**

---

**NOTES DE LECTURE**

---

